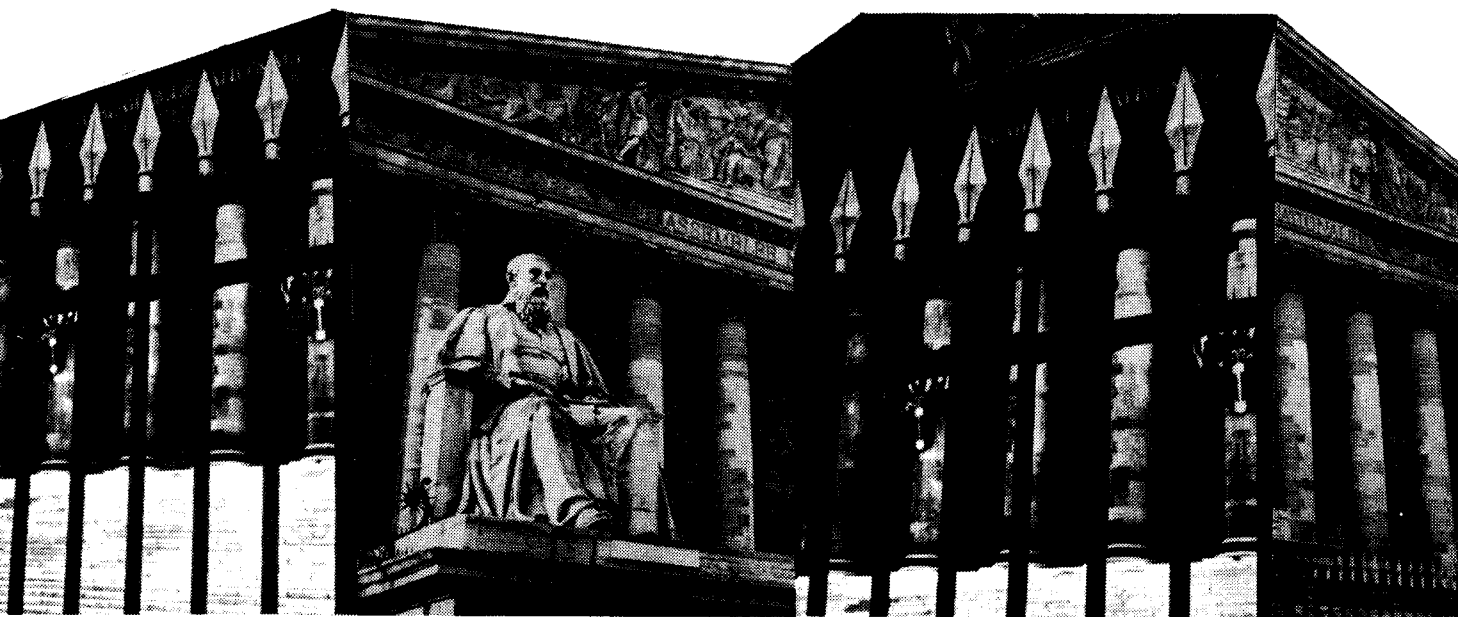


L'office parlementaire d'évaluation des choix scientifique et technologique v'a-t-il démarré ?

CONTROLE PARLEMENTAIRE de la technologie

Interview
de
Robert
Chapuis,
député PS



Quelle est l'origine de l'Office ? Existe-t-il des expériences analogues dans le monde ?

R. Chapuis : L'origine est double. Au sein du PS, une réflexion s'était engagée sur les possibilités de démocratisation des choix dans les domaines scientifiques et technologiques. Une première nécessité nous est apparue, celle que les représentants de la nation puissent disposer de moyens d'évaluation qui leur soient propres. Le nucléaire, l'informatique, les biotechnologies montraient qu'il y avait des risques à dépendre de l'exécutif comme source unique d'informations. Parallèlement, d'autres organisations politiques, comme le RPR, confrontées à certains choix de l'exécutif souhaitent mener une réflexion plus autonome. Ainsi, sur le problème de l'utilisation de la chaleur des centrales nucléaires, M. Giraud étant alors ministre de l'Industrie, une proposition d'un comité d'évaluation des choix techniques avait été faite qui avait été refusée. Il apparaissait donc une certaine convergence au sein du parlement

sur cette question et il est normal qu'avec la nouvelle majorité tombent les derniers obstacles à la création de l'Office. D'ailleurs, la loi l'instituant a été votée à l'unanimité en juin 1983 après un certain nombre de navettes entre le Sénat et l'Assemblée. De plus, nous n'étions pas les seuls à nous interroger sur le contrôle démocratique de certains choix technologiques : d'autres pays se posaient les mêmes problèmes et une certaine expérience s'est développée, sur le plan international ; ainsi un office d'évaluation technologique existe en particulier aux USA depuis 1972. L'Allemagne de l'Ouest a eu recours, sous autorité parlementaire, à des expertises judiciaires sur des problèmes de l'industrie nucléaire ou de l'urbanisme. La Suède s'est dotée d'un organisme de prospective et des réflexions intéressantes s'ébauchent au Canada, en Australie, en Autriche.

Quels sont les pouvoirs et les moyens de cet Office ?

Nous avons fait le choix d'un

Office qui prend la forme d'une Délégation parlementaire comprenant autant de sénateurs, choisis à la proportionnelle des groupes politiques à l'Assemblée et au Sénat.

L'autorité de cette délégation est importante car elle a des pouvoirs qui sont très proches de ceux d'une commission d'enquête parlementaire.

Elle est tenue au secret à la demande du Sénat et cela peut s'avérer positif car ainsi certaines administrations ne pourront pas nous refuser l'accès à certains dossiers sous prétexte de confidentialité. La Délégation peut également obtenir de la part des Assemblées le pouvoir d'investigation d'une commission d'enquête parlementaire.

La structure administrative sera extrêmement limitée mais l'essentiel du travail se fera par contrat. L'office disposera d'un budget annuel de l'ordre de 5 à 6 millions de francs qui permet de passer des contrats soit avec des experts à titre individuel, soit avec des laboratoires ou des organismes de recherche.

Le Parlement peut-il vraiment peser sur les choix technologiques face aux grandes "technocraties d'Etat" que sont le CEA, EDF ou la DGT et aux pressions internationales ?

Le débat sur le nucléaire est un bon exemple. La tonalité majoritaire du PS était en 1981 à la prudence et c'est en fonction d'une certaine pression exprimée par P. Mauroy (pour l'industrie nucléaire, pour l'emploi, pour EDF, il était important de poursuivre le programme) qu'un certain nombre d'éléments que nous avons introduits dans la discussion n'ont pas été pris en compte. La vie s'est chargée de nous donner raison. Le Parlement n'est pas engagé directement dans l'exécution des décisions et il a le recul suffisant pour faire en sorte qu'aux pressions des administrations et des organismes d'Etat réponde une pression de la conscience basée sur l'information et l'évaluation des choix faits. L'Office ne pourra pas faire prendre telle ou telle décision mais il pourra équilibrer les éléments de pression qui s'exercent sur le Législateur.

Un relais important de cette pression de la conscience ne serait-il pas l'opinion publique ?

J'avais proposé l'existence, à côté du Conseil scientifique, d'un comité consultatif des forces économiques et sociales. Le Sénat s'y est opposé mais dans l'élaboration d'un avis, les forces économiques et sociales pourront être consultées. Dans ce cas, les dossiers ne resteront pas totalement secrets. De plus, la Délégation est maître de ses procédures et elle peut estimer que dans le cadre d'une enquête certains éléments du dossier doivent être rendus publics ou qu'il y a nécessité d'organiser des débats télévisés pour savoir comment l'opinion réagit à certains problèmes. Si dans les deux ou trois années qui viennent, l'Office enquête sur des problèmes importants, il me semble inévitable que des associations interviennent dans ses débats. Aujourd'hui, ce qui m'inquiète, c'est que nous n'avons des débats que sur les conséquences occasionnelles de certaines technologies et que l'angoisse dans notre société est telle, qu'on peut difficilement aborder certaines questions. C'est l'expérience qui permettra de juger si nous avons créé une commission parlementaire de plus ou si nous avons construit un levier important du débat démocratique.

Propos recueillis par Jacques VETOIS
Le 8/11/1984



Le parlement peut-il contrôler les technologies ?

La Délégation s'est adjointe un Conseil scientifique. Son rôle sera-t-il prépondérant dans les avis de l'Office ?

Le Conseil scientifique donne un avis sur le programme d'évaluation. En aucun cas, il ne réalise l'évaluation. Il donnera seulement un avis sur le dimensionnement du problème et sur les possibilités de le traiter. Un parlementaire fera la jonction avec le Conseil scientifique et rapportera devant la Délégation son point de vue et celle-ci fixera le programme d'évaluation et le budget nécessaire. Ce Conseil comprendra 15 membres désignés par la Commission. Il sera amené également à juger la valeur scientifique du rapport final.

La mise en place de l'office semble avoir soulevé quelques difficultés ?

Depuis un an, nous nous trouvons devant une situation de blocage à propos du règlement intérieur. Pour l'adoption de ce règlement intérieur, il fallait l'accord du bureau de chaque assemblée. La structure administrative de l'office devant être composée de fonctionnaires des deux Assemblées, les fonctionnaires du Sénat craignaient d'être subordonnés à ceux de l'Assemblée

nationale. Nous avons abouti, ce matin à un compromis sur cette question et nous sommes persuadés qu'à partir du moment où l'Office se mettra à fonctionner, toute une série de problèmes se résoudre d'eux-mêmes. Cela montre bien les difficultés des travaux parlementaires où les problèmes de garanties juridiques et démocratiques prennent une place considérable et où les problèmes formels empêchent parfois de traiter ceux de fond.

Avez-vous déjà commencé certaines expertises ?

D'abord une remarque importante sur le fonctionnement de l'Office : celui-ci ne peut se saisir lui-même d'un problème. Il est saisi par les structures normales de deux Assemblées (commissions permanentes, présidents), par les groupes parlementaires ou par 60 députés ou 40 sénateurs. La Commission des lois vient de saisir l'Office de la question des pluies acides. C'est donc la première étude que l'Office aura à mener. C'est extrêmement intéressant car nous avons là une confrontation de problèmes économiques, écologiques et scientifiques.

A QUOI SERT LE

« C'est notre ordre social qui est un ordre anarchique (...) qui permet que l'on puisse faire et exploiter des découvertes, lesquelles doivent commencer par conquérir le marché, pour démontrer leur raison d'être, bref des découvertes qui n'ont pas été commandées. C'est ainsi que la technique a pu être, à une époque, suffisamment avancée pour produire la radio, alors que la société ne l'était pas encore assez pour l'accueillir. »

(B. Brecht, « Théorie de la radio », L'Arche, 1970.)

VIDEOTEX ?

par Eric Braine

coordonné

Ce dossier a été

DOSSIER

